

L'insurgé

11 décembre 2018

*« La jeunesse est la flamme
de la révolution »*

Karl Liebknecht

Site : <http://www.insurge.fr>

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

S'organiser, sur des revendications claires Pour infliger une défaite politique à Macron, homme de la bourgeoisie

Depuis des semaines, les mobilisations vont croissant contre la politique de Macron : mobilisation des gilets jaunes, grève et manifestation des enseignants (12 novembre), manifestations de lycéens et blocage de lycéens depuis le vendredi 7 décembre, mobilisation des étudiants...

Face à ces mobilisations, Macron a répondu par la répression policière, avec une rare brutalité.

Finalement, le lundi 10 décembre, Macron a condescendu à prendre la parole pour répondre à une « colère profonde » et faire quelques annonces.

« Macron nous prend pour des dindes »

Un gilet jaune, parmi d'autres, commente cette prestation télévisée : « *Macron nous prenait pour des moutons* », maintenant « *il nous prend pour des dindes* ». En effet, Macron maintient toute sa politique.

Qu'on en juge : il prétend augmenter de 100 euros le salaire des travailleurs payés au SMIC, mais en réalité ce ne sera pas une hausse de salaire mais une prime pour l'emploi qui ne sera pas payée par le patron mais par l'État (donc par l'impôt des salariés) ou par la Sécurité sociale (donc par les salariés). Et pour les autres salariés : rien ! Il cherche à diviser en se moquant des salariés les plus mal payés.

Il prétend annuler la hausse de la CSG qu'il a imposée aux retraités mais ne le fait que pour les retraités de moins de 2000 euros. Il cherche à diviser les retraités, en se moquant de tous : car ce sont tous les retraités qui sont perdants, toutes les retraites étant bloquées malgré l'inflation.

Pour le reste : zéro. Pas un mot pour les salaires, pour les chômeurs, pour les hôpitaux asphyxiés, pour les services publics liquidés, pour les loyers insupportables, etc.

Pour Macron, les lycéens et des étudiants n'existent pas

De manière incroyable, Macron n'a même pas eu un mot, pas un seul, pour les lycéens mobilisés ni pour les étudiants. Macron n'a pas entendu les revendications des lycéens formulées en toute clarté :

- Abrogation de la loi ORE et de Parcoursup,
- Abrogation de la réforme du bac et du lycée,
- Abrogation de la réforme de la voie professionnelle,
- Abandon du projet du SNU.

Macron n'a pas entendu la revendication des étudiants formulée en toute clarté : l'annulation de la hausse des frais d'inscription pour les étudiants étrangers (s'élevant à plusieurs milliers d'euros), hausse qui s'attaque aux étudiants qui peuvent le moins se défendre, avant d'être imposée à tous.

Cela signifie que Macron veut maintenir toutes les réformes de l'enseignement pour accroître la sélection, détruire les diplômes nationaux et supprimer 50 000 postes dans l'enseignement.

Macron veut maintenir toute sa politique par le « débat national »

Macron ne renonce à rien : ni à supprimer 120 000 postes de fonctionnaires et disloquer leur statut, ni à concasser les retraites des salariés, ni à réaliser les réformes annoncées, comme celle de la justice.

Mais il sait qu'il a désormais besoin de complices pour faire passer ses projets : il annonce une vaste concertation, un « *grand débat, pour un nouveau contrat pour la nation* » trois mois durant, avec les syndicats, avec les élus, etc., ceci afin qu'ils cautionnent sa politique et désarment les oppositions.

La première exigence est donc : à bas la concertation ! Aucun syndicat notamment ne doit cautionner Macron et sa politique !

Nécessité de mots d'ordre clairs

Pour mettre en échec la politique de Macron, il faut s'organiser. Mais aucune organisation n'est possible sans revendications claires. Si les Gilets jaunes n'ont pas pu jusqu'à ce jour s'organiser nationalement face au pouvoir, cela tient essentiellement aux contradictions majeures qui existent dans leurs différentes plate formes revendicatives. Comment, par exemple, peut-on demander le rétablissement de l'impôt sur la fortune (ce qui est légitime), ou la hausse des salaires, et demander en même temps « *la baisse des charges patronales* » (c'est-à-dire des cotisations pour la santé et les retraites, qui constituent en réalité une partie mutualisée des salaires) ?

Et comment vouloir « que les demandeurs d'asiles soient bien traités » et vouloir en même temps « que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays » (comme l'impose déjà Macron) ?

À l'inverse, c'est parce qu'une organisation syndicale lycéenne (l'UNL) a appelé à la mobilisation avec quatre mots d'ordre clairs et cohérents que la mobilisation s'est engagée aussitôt dans les lycées. De même, dans les universités, c'est sur un mot d'ordre clair que s'est engagée la mobilisation à l'appel d'un syndicat étudiant (l'UNEF), et des associations d'étudiants étrangers, appel relayé par « l'inter-organisations de jeunesse » (MJCF, Jeunes Génération.s, Réseau Jeune du Parti de Gauche, FIDL, JOC, UNEF, UNL...).

C'est aussi le moyen le plus efficace pour mettre en échec les tentatives de Wauquiez, Dupont-Aignan et Marine le Pen qui tentent d'instrumentaliser la colère des Gilets jaunes.

Pour infliger une défaite au pouvoir : s'organiser

En s'appuyant sur des mots d'ordre clairs, il est possible de combattre les manœuvres visant à diviser le mouvement, et de structurer un mouvement démocratique, incluant les syndicats : en convoquant des Assemblées Générales désignant des délégués mandatés (et des coordinations de villes, départementales et nationale, de délégués élus, intégrant les responsables syndicaux).

Sur cette base, il est possible d'avancer vers la grève générale de secteurs entiers (comme celui de l'Enseignement public), vers la grève générale de tous les travailleurs, pour infliger une défaite majeure à Macron et le chasser, ce qui ouvrirait la voie à un gouvernement au service des travailleurs.

Cela implique, bien sûr, que les syndicats rompent le dialogue social avec le gouvernement, refusent le « débat national » auquel Macron veut les associer pour qu'ils cautionnent sa politique.

Non au « débat national » avec le gouvernement Macron-Philippe !